



premium.lefigaro.fr

Ouragan Irma : ce qu'a fait le gouvernement, ce qu'on lui reproche



L'opposition a dénoncé la gestion par le gouvernement du passage de l'ouragan Irma dans les Antilles françaises. Accusé d'«incompétence» et d'«impréparation», l'État dénonce de son côté des «polémiques politiciennes». Nous avons retracé les mesures prises, jour par jour, depuis le 3 septembre et les critiques.

[Moins d'une semaine après le passage de l'ouragan Irma sur les îles de Saint-Barthélemy et Saint-Martin dans les Antilles françaises](#), le gouvernement d'Édouard Philippe - qui a tenté d'éteindre la polémique en annonçant [des mesures ce lundi](#) -, est pointé du doigt. Pillages, infrastructures détruites, manque de réactivité et d'anticipation... Les opposants remettent en cause depuis samedi l'action de l'État face à cette catastrophe. L'action gouvernementale a-t-elle failli? Nous avons compilé les annonces et réalisations de l'État français avant et après le passage de l'ouragan le plus puissant de l'histoire de l'Atlantique nord.

» Lire aussi - [EN DIRECT - Irma: un délégué interministériel coordonnera la reconstruction](#)

● 3 septembre: la préfecture prend ses précautions

Alors que l'ouragan Harvey ravage le Texas, Irma prend de l'ampleur depuis plusieurs jours et [sa formation au large du Cap Vert](#). Le 3 septembre, il est placé en catégorie 3 et ne cesse de se renforcer. La Chaîne Météo* place alors Saint-Martin et Saint-Barthélemy en alerte jaune. La préfecture des deux îles, de son côté, reporte la rentrée scolaire à une date ultérieure. Des «consignes» sont également données aux habitants, ainsi que la liste des abris cycloniques. Les services de l'État conseillent à la population de «rester à l'écoute» et de se «tenir informée» de l'évolution du cyclone.

● 4 septembre: les premiers renforts

Le lendemain, la Guadeloupe passe à son tour en alerte orange «cyclone» et la préfète Anne Laubie appelle les habitants à «prendre tout de suite toutes les mesures pour aller ailleurs». L'ouragan est prévu pour toucher les Antilles françaises la nuit du 5 au 6 septembre. Dans le même temps, [le préfet de la zone de défense antillaise](#) fait état de l'arrivée à Saint-Martin de 57 militaires de la sécurité civile venus de Brignoles dans le Var. Ils sont équipés de matériel de tronçonnage, de bâchage, de chiens de recherche et d'une unité de purification d'eau. Par ailleurs, six personnels de santé, un détachement militaire, 18 pompiers et deux officiers des Forces armées des Antilles arrivent également à Saint-Martin depuis la Guadeloupe et la Martinique.

● 5 septembre: le gouvernement prend acte

À la veille de l'arrivée d'Irma, le gouvernement active une cellule de crise interministérielle, et une soixantaine de professionnels de la sécurité civile sont envoyés en renfort à Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Par ailleurs, les premières évacuations ont lieu dans les zones inondables ou submersibles dans les deux îles.

[» Saint-Barthélemy, Saint-Martin: cartes d'identité de ces îles ravagées par Irma](#)

Les préfectures indiquent également que les administrations seront fermées le mercredi 6 septembre et recommandent aux entreprises privées d'en faire de même. Les hôpitaux, de leur côté, doivent avoir 72 heures d'avance en médicaments, nourriture et eau potable. Anne Laubie, la préfète, a exhorté près de 11.000 personnes des deux îles à quitter les lieux.

● 6 septembre: une nuit en enfer

Saint-Martin après le passage d'Irma. - Crédits photo : GERBEN VAN ES/AP

Alors qu'Irma, passé en catégorie 5, se renforce et se rapproche des Antilles, la ministre des Outre-mer, Annick Girardin, fait part de sa «forte inquiétude». Elle évoque alors l'envoi rapide

de 350 hommes supplémentaires sur les deux îles. «La mobilisation de l'État est générale, ça a été anticipé, l'avant et l'après ouragan», poursuit-elle ce 6 septembre.

Une fois Irma passé (mercredi 6 septembre après-midi heure locale, dans la nuit de mercredi à jeudi heure de Paris), les dégâts sont considérables. La ministre indique sa volonté de se rendre immédiatement en Guadeloupe avec «plus de 168 forces supplémentaires, c'est-à-dire 60 militaires de la sécurité civile, 60 pompiers d'Île-de-France, 18 personnels de la Croix-Rouge, 20 médicaux et une dizaine de personnes en appui logistique». Deux numéros d'urgence sont mis en place depuis la métropole et les Antilles. Une centaine de groupes électrogènes sont prêts à l'envoi en Guadeloupe, désignée comme base arrière opérationnelle.

● 7 septembre: l'État accélère

Face à l'ampleur de la catastrophe, le ministre de l'Intérieur annonce que deux frégates se rendent à Saint-Martin et Saint-Barthélemy. De son côté, Annick Girardin atterrit avec les renforts de Guadeloupe. Le premier ministre, lui, promet à terme le déploiement de 400 gendarmes et 400 personnels de la sécurité civile. Pour l'heure, l'exécutif indique avoir envoyé 5 hélicoptères, 2 frégates de la Marine nationale, 2 Falcon de reconnaissance, 2 avions qui acheminent des personnels et du matériel, et 4 hélicoptères de manœuvre.

Dans le même temps, [les premiers pillages ont lieu à Saint-Martin](#), mais le préfet de la Guadeloupe se veut rassurant: «Il n'y a pas de pillage organisé», indique-t-il.

● 8 septembre: 900 personnes déployées

La préfecture de Guadeloupe annonce le déploiement de 900 personnes dans les deux îles. Parmi eux, 400 gendarmes mobiles, une vingtaine de militaires, 300 pompiers et une trentaine de personnels de santé. Ce jour-là, 11 personnes sont interpellées à Saint-Martin alors que les pillages se multiplient.

● 9 septembre: Réunion de crise

L'ouragan Jose menace à son tour Saint-Martin et Saint-Barthélemy. En réaction, le gouvernement annonce le déploiement de 1105 personnels pour faire face à ce nouveau cyclone de catégorie 4. Les 400 gendarmes présents tentent d'organiser un couvre-feu et organisent des check point. Emmanuel Macron annonce 240 gendarmes supplémentaires pour faire respecter l'ordre, une quarantaine de membres du GIGN et du GIPN et des renforts du 33e régiment des légionnaires venus de Cayenne «d'ici quelques jours». Une réunion de crise est également convoquée par le gouvernement.

» Lire aussi - [Irma: une commission d'enquête parlementaire, comment et pour quoi faire?](#)

En France, les premières critiques sont exprimées. Marine Le Pen dégage la première samedi en dénonçant des «moyens de secours et de maintien de l'ordre tout à fait insuffisants». La présidente du Front national critique également le gouvernement qui n'a, selon elle, «rien anticipé», et qui est «incapable d'assurer le niveau de soutien, de solidarité et de protection nécessaire». Côté Les Républicains, l'ex-président du Conseil représentatif des Français d'Outre-mer, Patrick Karam, pointe les «défaillances du gouvernement» et se désole que les «insulaires soient obligés d'organiser leur propre défense». À gauche, c'est Victorien Lurel, ancien ministre des Outre-mer, qui juge que «l'État devrait faire davantage, mieux et autrement». Selon lui, «on aurait pu évacuer avant» les îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy.

● 10 septembre: Les critiques s'amplifient

Dimanche, Éric Ciotti, député LR des Alpes-Maritimes, s'en prend à son tour à l'action gouvernementale, réclamant la création d'une commission d'enquête. «On aurait dû mieux prépositionner des forces, des unités de sécurité civile pour protéger les populations, des militaires», a dénoncé le député. Le leader de la France insoumise, Jean-Luc Mélenchon, a quant à lui proposé «qu'on fasse une commission d'enquête parlementaire pour savoir si l'on a prépositionné des forces militaires et civiles en nombre suffisant, alors qu'on savait que l'ouragan arrivait».

Le chef du gouvernement a répondu aux critiques en faisant part de la «mobilisation totale de l'État» à Saint-Martin et Saint-Barthélemy. Il a également évoqué des moyens supplémentaires et critiqué ceux «qui voudraient faire vivre telle ou telle polémique». Il a mis en avant les «très importants moyens d'ores et déjà mis en place» et a indiqué que «d'autres moyens continueront à être acheminés sur place», notamment avec «la décision d'augmenter le nombre de forces projetables sur les îles».

Le porte-parole du gouvernement, Christophe Castaner, a également défendu, dimanche, le déploiement des militaires et du personnel de santé en Guadeloupe «parce qu'il aurait été inopportun de les localiser sur le site à risque». «Plus de 1000 personnes sont immédiatement intervenues sur site», a-t-il poursuivi. Le ministre de l'Intérieur, Gérard Collomb, s'est pour sa part dit confiant dans le fait que, «dès le départ», le gouvernement avait pris «les bonnes décisions».

● 11 septembre: Édouard Philippe et Emmanuel Macron réagissent

Le premier ministre a de nouveau dénoncé, ce lundi, une «polémique politicienne» alimentée par des responsables «alléchés par la souffrance». «Autant la colère des habitants, avec l'effet de sidération, de catastrophe quand on voit sa maison dévastée, je la comprends, elle est légitime», a renchéri le porte-parole du gouvernement Christophe Castaner sur Europe 1. «Autant ceux qui instrumentalisent la polémique, je pense à Marine Le Pen, à Jean-Luc Mélenchon, à Eric Ciotti... devraient d'abord commencer à soutenir nos forces de sécurité civiles», a-t-il fustigé. Défendant l'action du gouvernement, en amont comme en aval du passage de l'ouragan Irma, [le secrétaire d'État aux Relations avec le Parlement a jugé que viendrait le temps d'«analyser tout ça». «Il sera le temps de faire une commission d'enquête si les parlementaires le souhaitent et c'est légitime», a-t-il assuré.](#)

Un peu plus tard, Édouard Philippe a également annoncé la mise en place dès mardi au stade de Marigot (Saint-Martin) d'un «centre de soins sous tente de grande capacité» pour les victimes de l'ouragan Irma. À l'issue de la première réunion, à Matignon, du comité interministériel pour la reconstruction des îles de Saint-Martin et Saint-Barthélemy, le chef du gouvernement a dit espérer une reprise des cours «à la rentrée des vacances de la Toussaint», la quasi-totalité des écoles étant détruites. Il a par ailleurs annoncé la nomination cette semaine en Conseil des ministres d'un délégué interministériel pour «coordonner la reconstruction» des deux îles des Antilles, un processus qui sera mené, a-t-il promis, de façon «cohérente» et «durable».

Enfin, Emmanuel Macron se rendra dans la nuit de lundi à mardi dans la partie française de l'île de Saint-Martin afin d'ouvrir la voie à la reconstruction du territoire. Le président sera accompagné des ministres de la Santé, Agnès Buzyn, et de l'Éducation nationale, Jean-Michel Blanquer. Ils retrouveront sur place Annick Girardin, ministre des Outre-mer. Florence Parly, ministre des Armées, a également récusé les critiques ce lundi soir sur BFMTV, indiquant que «2000 pompiers sont présents sur place». «Je récusé les accusations, nos moyens étaient prépositionnés», a-t-elle indiqué, précisant qu'il y a «une montée en puissance extrêmement rapide du dispositif». La ministre fait notamment référence à l'envoi du porte-hélicoptères Tonnerre «dès demain matin».

Voir aussi: Patrick Pelloux: «Il y a un tout qui est le rôle régalien de l'état» (en intégralité [en cliquant sur ce lien](#)).

Plus: [Attention aux rumeurs et fausses infos: par le Decodex du Monde](#)